



## **Le Bulletin de StreetNet No. 5 Avril 2005**

Le Bulletin de StreetNet International, la fédération internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue.

Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001 Afrique du Sud.

e-mail [stnet@iafrica.com](mailto:stnet@iafrica.com) website: [www.streetnet.org.za](http://www.streetnet.org.za)

---

### **Dans ce numéro:**

- **Plan de travail de StreetNet pour 2005.....page 1**
  - **L'association des femmes' indépendantes gagne le procès au tribunal d'Inde...page 4**
  - **Une Mission d'Enquête conjointe StreetNet-UNI en Afrique de l'Ouest Francophone...page 5**  
*Par Pat Horn, StreetNet Co-ordinator*
  - **Le Vendeur de rue Christian Venancio Huapaya tué par la Police Municipale...page 8**
  - **Avoir une Organisation! Les éboueurs sont en Marche...page 9**  
*Par Chris Bonner, Organisation WIEGO et Représentants*
  - **Le Forum Social Mondial 2005 et visite en Sao Paulo...page 11**  
*Par Pat Horn, la coordinatrice de StreetNet*
  - **Atelier de planning stratégique de COSATU sur l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle...page 12**  
*Par Pat Horn*
  - **L'Alliance de l'Eastern cape (Cape de l'Est) sécurise le financement pour le plan de micro-crédit...page 14**
- 

### **Plan de travail de StreetNet pour 2005**

2005 est l'année finale du plan des trois premières années de StreetNet (2003-2005). La provision a été faite pour beaucoup d'activités qui doivent être directement organisées par nos organisations

affiliées dans leurs pays respectifs.

### **La construction de l'alliance nationale**

Comme il s'est passé en Inde, en Zambie, au Ghana et au Zimbabwe, le processus de construction des organisations d'alliance nationale des vendeurs de rue est en cours au Kenya et en Afrique du sud, avec le soutien de StreetNet. Au Pérou et en Colombie, nous avons négocié aussi avec les centres de syndicats nationaux la CUT Pérou et la CUT de la Colombie pour nous aider avec le processus de construire bâtiment des alliances nationales de vendeurs de rue dans leurs pays.

### **Les affiliées de StreetNet**

L'année a commencé avec 18 affiliées dans 15 pays:

1. Bangladesh: 'Union des employés indépendants (Self-Employed Union, SEU);
2. Bénin: Les Union's des vendeurs du marché: USYNVEPID et SYNAVAMAB;
3. Ghana: l'Alliance de StreetNet de Ghana qui a été formée par le TUC du Ghana;
4. Guinée: CNTG le centre de syndicat national CNTG;
5. L'Inde : l'Alliance Nationale de Vendeurs de Rue d'Inde (NASVI) de même qu'une de ses affiliées, l'association des femmes employées indépendants (SEWA) d'Inde;
6. Kenya: l'Alliance de Vendeurs de Rue de Kisumu & les Commerçants informels;
7. Corée: la Fédération Nationale de Vendeurs de Rue de Corée (NFSKVK);
8. Lesotho: l'organisation nationale des vendeurs de rue de Khathang Tema Baits'okoli;
9. Malawi: récemment, formée l'Union de Malawi pour le Secteur informel;
10. Mozambique: ASSOTSI, l'association d'ouvriers informels, qui a été formée par l'OTM, le centre de syndicat national;
11. Pérou: FEDEVAL, la fédération des associations de vendeurs de rue basé à Lima
12. Afrique du sud: l'Alliance de Vendeurs de Rue du Cap de l'Est et le Forum d'Affaires informelles basé à Johannesburg;
13. Sri Lanka: l'Alliance de StreetNet de Sri Lanka;
14. Zambie: l'Alliance d'Associations zambiennes d'économie informelle (AZIEA);
15. Le Zimbabwe: la Chambre d'Associations d'économie informelle de Zimbabwe (Zimbabwe Chamber of Informel Economy Associations, ZCIEA).

D'autres demandes d'affiliation ont été reçues de l'Union de Vendeurs de Rue de Népal et de SINTEIN, l'union d'ouvriers informels basé à Sao Paulo, au Brésil.

### **Visites d'Echange**

Nos affiliées: NFSVK (de la Corée) et NASVI (de l'Inde) se préparent à envoyer des délégations d'à peu près 5 personnes à chaque autres pays, en visite d'échange des visites pour qu'ils puissent apprendre directement à partir de l'une à l'autre comment ils organisent les vendeurs de rue et les aident collectivement à résoudre leurs problèmes. Précédemment, il y a eu les visites d'échange de l'Afrique Australe Méridionale entre nos affiliées en Afrique du sud, au Mozambique et en Zambie. Récemment, un groupe de membres d'AZIEA de Zambie est allé visiter l'Alliance de StreetNet de Ghana, et plus tard, au cours de cette année, un groupe de Ghana visitera AZIEA. Les autres visites d'échange sont planifiées entre AZIEA (de la zambie) et ZCIEA (de Zimbabwe) et entre SEWA (de l'Inde), SEU (de Bangladesh) et l'Alliance de StreetNet de Sri Lanka. Nous avons prévu aussi, les visites d'échange entre FEDEVAL de Pérou) et aussi ASSOTSI (de Mozambique).

### **Projets sur la dynamique de créativité**

Beaucoup de nos affiliées dirigeront des activités sur la dynamique de créativité a fin de fortifier leurs organisations et leurs membres dirigeants avec le soutien de StreetNet, tel que l'Alliance des vendeurs de rue du Cap de l'Est (en Afrique du Sud), l'Union de Malawi pour le Secteur informel, ASSOTSI (Mozambique) et l'Alliance de StreetNet du Ghana.

### **Ateliers de Travail**

Les ateliers de compétences de négociations avec nos affiliées sont planifiés au Bénin et au Lesotho.

Les ateliers de politique nationale de politique avec nos affiliées sont planifiés au Bangladesh et au Sri Lanka, avec l'assistance de l'Académie de SEWA (relié à notre affiliée de SEWA ) un atelier national est planifié par l'Alliance de StreetNet du Ghana et un atelier sur la direction des marchés, comme coopératives, est planifié en Zambie.

Cette année, l'atelier régional est planifié pour la région Asiatique et doit être organisé par nos affiliées de Corée (NFSVK) et d'Inde (NASVI). Cet atelier sera participer avec espoir par toutes nos affiliées Asiatiques de même que les autres organisations qui s'intéressent à être affiliées à StreetNet. Ce sera une occasion de commencer à discuter sur quelques formes, de coordination régionale Asiatique.

### **La formation des dirigeants.**

Comme notre Conseil International a été élu en 2004 pour une période de trois ans jusqu' à 2007, nous conduirons cette année quelques séances de formations de dirigeants pour ceux qui ont été élus. Le Trésorier International a subi une formation de deux jours en janvier, et le Conseil International entier participera à un atelier formation juste avant la réunion prochaine du Conseil International en Mai. On a prévu de mener un autre atelier pour les membres du Comité Exécutif en Août.

### **Visites sur terrain**

La coordinatrice Internationale, Pat Horn a visité Sao Paulo; au Brésil, après le forum social mondial tenu en Porto Alegre en Janvier 2005, et a obtenu la demande d'affiliation de SINTEIN. Une autre visite sur terrain est planifiée en Asie. Les nouvelles affiliées seront visitées au Bangladesh, au Nepal, et au Sri Lanka (avant l'atelier régional d'Asie). Bien qu' étant très mal affecté par le terrible Tsunami au début de l'année, l'alliance de StreetNet de Sri Lanka parvient à fonctionner et est prête pour la visite de leur pays. On espère aussi de faire de bons contacts dans d'autres pays d'Asie pour qu'elle puisse visiter ces pays pour renforcer les liens de StreetNet.

### **Le partenariat avec UNI**

StreetNet et la fédération d'union globale UNI (le Réseau d'Union Internationale) ont l'intention de travailler avec les pays francophones d'Afrique de l'ouest dans un programme de trois-ans, en commençant cette année-ci (2005-2007). Ce programme impliquera le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Au Bénin et en Guinée, nous travaillerons avec nos affiliées: USYNVEPID, SYNAVAMAB et CNTG.

### **Le partenariat avec PSI**

Streetnet et la fédération globale, L'Internationale des Services Publics (ISP) ont renforcé le partenariat commencé en 2003. Un atelier commun entre les affiliées de StreetNet, AZIEA et l'affiliée de ISP, ZULAWU était tenu en Zambie, pour préparer ensemble, quelques demandes pour la négociation avec les municipalités de Zambie. Nous espérons travailler avec les affiliées de PSI sur les programmes communs ainsi qu'au Brésil, en Colombie et en Afrique du Sud.

### **Le comité International de Co-ordination (ICC) sur l'organisation des ouvriers dans l'économie informelle**

StreetNet fait partie du comité international, qui planifie une deuxième conférence nationale sur l'organisation d'ouvriers dans l'économie informelle. La conférence sera tenue au Ghana en décembre 2005 et animée par le TUC de Ghana.

Un atelier régional Africain sera tenu au Sénégal en Avril, et avec espoir d' un atelier régional qui sera tenu en septembre aux Antilles. Le ICC est en train de travailler aussi sur un manuel d' organisation dans l'économie informelle conjointement avec IFWEA (la Fédération Internationale d'Associations d'Education d'Ouvriers).

### **La Presse**

Comme d'habitude, il y aura deux éditions du bulletin de StreetNet durant l'année. La présente

affaire: StreetNet#5 et StreetNet#6 doivent être publiés en septembre.

Notre site web continue aussi à reporter les informations sur les dernières nouvelles concernant les vendeurs de rue dans les pays différents; à propos de StreetNet et ses affiliées; et comment les vendeurs de rue s'organisent pour améliorer leur situation, en Anglais, en français et en espagnol. Cette année, nous publierons aussi, des thèmes spéciaux, sur le site web. De janvier jusqu'au 8 Mars: la journée mondiale des femmes le thème est des vendeuses de rue. Et ensuite, à partir du mois de Mars et d'avril jusqu' au premier Mai: la journée internationale des travailleurs, le thème sera des ouvriers (formels et informels) et solidarité de classe ouvrière. Pour les 6 derniers mois de l'année, le site web publiera les thèmes régionaux de deux mois pour l'Amérique Latine, l'Asie et l'Afrique. S'il vous plaît, veuillez visiter chaque fois notre site web à: [www.streetnet.org.za](http://www.streetnet.org.za) pour voir les nouvelles informations.

### **Les nouveaux projets qui ont émergé**

En Afrique du Sud, Streetnet est en train d'assister un centre de syndicat national (COSATU ) avec un nouveau projet pour l'établissement d'un syndicat des vendeurs de rue.

Au Lesotho, notre affiliée, Khathan Tema Baits'okoli (KMA) est en train de planifier de mener un procès d'appel légal contre les décisions prises par la municipalité de Maseru d'enlever les vendeurs de rue dans la rue.

### **L'évaluation**

Nous évaluerons notre travail, à partir de nos affiliées, comme d'habitude. L'efficacité de StreetNet sera déterminée par, nos programmes sur terrain. Quelques programmes dépendront de nos affiliées et quel travail ils peuvent mettre en place; enfin qu'ils puissent fonctionner. Nous croyons que cette approche sera plus favorable qu'en imposant, où la plupart de décisions viennent d'autorités et non pas des décisions des membres, et les besoins et les priorités identifiés par les structures au marché, au trottoir et au niveau de la rue".

### **Le plan pour les trois prochaines années**

Cette année,streetnet commencera à planifier pour les trois prochaines années (2006-2008). Ceci sera planifié en détail par la réunion du conseil internationale en Mai, et pendant le deuxième semestre de cette année, nous devons identifier les donateurs qui peuvent travailler avec nous et soutenir et subvenir aux besoin de notre travail pendant les trois prochaines années.

## **L'association des femmes' indépendantes gagne le procès au tribunal d'Inde**

**L'association des femmes employées (SEWA) a gagné finalement le droit de devenir un Centre de Syndicat National, après que la cours supreme de Delhi a annulé l'application des objections d'autres Centres de Syndicats. La lettre, ci- dessous, de Ela Bhatt, le fondateur de SEWA, envoyée à Marty Chen, WIEGO, célèbre ce progrès.**

Le15/Février/2005

Chère Marty,

Merci, merci pour vos félicitations et de nous rejoindre à notre joie.

Oui, il y avait eu une grande fierté et une grande joie de victoire. Les ouvriers non organisés du secteur sont, dans les trois dernières décennies, allés de la visibilité à la parole pour s'exprimer et maintenant la représentation.

Les femmes viennent de prendre la direction dans ce mouvement vers l'avant comme elles ont tenu le premier rôle dans la préparation de la Convention de OIT. Gandhi a dit que, dans un combat pour la justice sociale, où les armes sont la paix et la vérité, les femmes sont les dirigeantes naturelles –

tel est notre expérience, dans SEWA. Il y a aussi un sens de justification après que nous avons été précipitamment évincé de NLO en 1981, avec lequel SEWA a été affiliée. NLO était sous le contrôle de TLA.

Presque tout les CTU d'Inde nous avaient courtisés pour les joindre, mais je me suis rendu compte du besoin de se tenir sur nos pieds – quand nos propres parents comme TLA ne pourraient pas nous comprendre et nous ont jettés dehors. Enfin maintenant, nous avons pu joindre en dominance dans notre propre droit et en espérant que notre voix sera entendue bientôt et présenter les problèmes de pauvre, y compris les femmes au niveau national.

Quand nous avons commencé à syndicaliser les ouvrières- femmes indépendantes et celles-là dans le secteur informel en 1972, nous n'avons pas eu un tirage ou un modèle pour copier ou suivre. Mais c'était clair alors (et aujourd'hui) que ces ouvrières devraient être dominantes au mouvement travailliste, comme elles sont majoritaire (93%) de la population active dans notre pays. Par l'ordre présent de la cours supreme du Delhi, nous remplissons la condition. Puisque un grand nombre (où bien la majorité) de la population active est des femmes, c'est naturel que les femmes prennent le devant un avancé dans le changement du profil de mouvement travailliste.

Cependant, nous devons premièrement passer avec succès par le procédé de vérification pour gagner le statut du Syndicat Central, en Inde. Ma joie de la victoire est d'effort loyal soutenu par des soeurs de SEWA dans la mobilisation d'adhésion et mes collègues supérieurs, consacrés et compétents, pour suivre le droit de vérification.

Merci pour votre soutien continuel à fortifier le statut comme une union travailliste de SEWA.

Mes meilleurs souhaits.

Sincèrement,

**Le votre, Ela R. Bhatt**

## **Une Mission d'Enquête conjointe StreetNet-UNI en Afrique de l'Ouest Francophone**

La Coordinatrice de StreetNet Pat Horn, et Zakari Koudougou, Directeur du Programme de Fédération Syndicale Globale - UNI (Union Network International) ont rencontré les Organisations de sept Pays Ouest Africains au cours d'un voyage de deux semaines allant du 10 au 25 octobre 2004, pour rassembler les informations sur les organisations oeuvrant dans l'économie informelle dans cette région. Cette mission d'enquête était la première étape dans le processus de renforcement d'alliances et des rapports entre les affiliés de l'UNI qui sont dans le secteur de commerce, les organisations syndicales du secteur informel et les organisations des vendeurs de rue, de marché et de marchands en Afrique francophone.

Durant la visite, plusieurs rencontres avaient été tenues avec les syndicats qui organisent les travailleurs dans l'économie informelle, avec les Centrales syndicales des pays respectifs, et les organisations des vendeurs de rue et de marché. Nous avons repris ci-dessous les organisations que nous avons rencontrées:

### **Senegal**

**SNECCS** (Syndicat National des Employés et des Cadres du Commerce du Sénégal ). Ce syndicat a commencé d'essayer d'organiser les vendeurs de rue et de travailler avec les groupes organisés de femmes vendeuses.

**CNTS** est l'une des centrales syndicales du pays qui a un programme de syndicalisation des femmes qui inclus les femmes travaillant dans l'économie informelle. Ils travaillent avec le Comité des femmes dans chaque syndicat pour intégrer les femmes qu'ils ont organisé dans différents

syndicats. Le SNECCS est un affilié de CNTS.

SYNTRAS (Syndicat National des Travailleurs de la Santé - health workers) et SUDEMS (Syndicat Démocratique des Mareyeurs du Sénégal) - les vendeurs de poissons, distributeurs et ceux qui s'occupent du traitement, sont affiliés à la Centrale syndical CSA, une Centrale Syndicale du Sénégal. La CSA a 53 affiliés dont la plupart d'entre eux sont concernés par l'économie informelle. SYNTRAS a été créée en 2000 et a un mélange de membres formels et informels et compte près de 5000 membres. Beaucoup d'entre eux sont des travailleurs de santé communautaire qui travaillent dans des Associations de Santé Communautaire (ASCs).

SUDEMS aussi a approximativement 5000 membres, et était créée d'abord comme une fédération, et ensuite est devenu un syndicat. Ses membres sont responsables de la distribution de poissons à travers tout le Sénégal.

## **Guinée**

Nous avons rencontré les Organisations suivantes:

- CNTG: Centrale Syndicale affiliée à StreetNet
- FESABAG: Syndicat de banque, affilié à la Centrale Syndicale USTG et UNI
- SYNCOTEG: Syndicat de Coiffeurs affilié à l'USTG et UNI

La CNTG était à l'origine la seule et unique Centrale syndicale pour toute la Guinée, mais depuis l'avènement du pluralisme en 1984, il y a au moins sept Centrales Syndicales, dont l'une d'elles est le USTG.

La CNTG rapporte qu'ils ont assisté neuf Organisations pour accéder au crédit. Mariama Penda de FESABAG - USTG a dit qu'elle a commencé à travailler avec les Tontines pour aider les femmes dans l'économie informelle à accéder au crédit. Ils organisent aussi à assister les artistes et les musiciens, et les Cambistes.

SYNCOTEG - USTG est un syndicat des travailleurs informels du secteur de commerce. Le Syndicat a organisé une formation professionnelle et une autre formation d'alpha-bétisation. Ils aimeraient organiser l'assurance de soin de santé et la sensibilisation sur le SIDA.

Il y a beaucoup de femmes qui travaillent informels dans l'économie informelle et le Ministère des Affaires sociales à aider les femmes à être organisées à travers une coopérative, SACCO (Service d'Assistance de Coordination des Coopératives et ONGs) qui étend les Services et les ressources aux Syndicats.

- les initiatives d'organisation conjointes suivantes étaient proposées: de former une coalition d'associations informelles des Centrales syndicales de la CNTG et de l'USTG, avec un Comité conjoint pour administrer le programme pour toute la Guinée;
- impliquer l'OIT, qui traite avec les Chefs de syndicats dans la Commission Consultative du Travail;
- la Formation dans le domaine d'alphabétisation et la confiance en soi-mêmes;
- la CNTG à assister l'USTG à résoudre le problème de crédit de leurs membres;
- l'Education sur base des lois qui existent pour la protection des travailleurs informels;
- développer une organisation stratégique pour tous les marchés de Guinée;
- développement des aptitudes personnelles (la conscience, niveau d'éducation, formation des formateurs).

## **Mali**

**CSTM** (Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali) a commencé une section de l'économie informelle en 2003 et est entrain de travailler sur les projets de l'industrie informelle de pêche avec les vendeurs de sable, dans l'industrie hôtelière et touristique, avec un projet de tissage et d'agriculture. Ils travaillent avec la Fédération d'Associations, **GACDM** (Groupement d'Association de Commerçants du Mali).

**FAFCM** (Association des Femmes Commerçantes et Entrepreneurs du Mali) est une des affiliés de GACDM et elle tourne avec 102 Associations des femmes. FAFCM a contacté CSTM, après avoir visionné un programme télévisé publiant leurs projets sur l'économie informelle. Ils sont entrain d'organiser les vendeurs dans 59 marchés de Bamako dans des Associations pour les inviter dans une nouvelle fédération.

### **Togo**

Nous étions informés que CSTT et CNTT sont les principales Centrales Syndicales travaillant dans l'économie informelle. CSTT a une structure de soutien pour les femmes oeuvrant dans l'économie informelle (FAFSI - Fond d'Appui aux femmes de Secteur informel) qui font tourner une mutualité de Santé, qui fournit des bénéfices médicaux pour les femmes et leurs enfants, et les médicaments génériques à bas prix.

SYNECO (affilié de l'UNI dans le secteur de commerce) a essayé d'organiser les vendeurs informels parcequ'il a des problèmes avec la Municipalité. Néanmoins, ils ont rencontré des problèmes en collectant les cotisations et avec des conflits entre les vendeurs.

### **Benin**

Une rencontre avait eu lieu avec **USYNVEPID**- CSPIB, **SYNAVAMAB**-UNSTB, deux syndicats qui organisent les vendeurs du marché de Dantokpa à Cotonou, pour discuter de la possibilité d'avoir les activités conjointes. Les membres de ces deux syndicats ont expliqué les problèmes qu'ils ont eu au cours des négociations avec les autorités du marché et que c'est difficile de réaliser un résultat satisfaisant. Ils ont entrepris un programme de nettoyage du marché et de rééducation des enfants de la rue. SYNAVAMAB a acquis un lopin de terre et est entrain de collecter des cotisations pour ériger un bâtiment pour une crèche et une section maternelle pour les enfants. Les activités conjointes suivantes ont été identifiées:

- la formation à la négociation;
- le projet de gestion des aptitudes (avec développement simultané d'un manuel sur le projet de gestion);
- les classes d'alphabétisation;
- un programme sur le travail d'enfant avec l'implication de l'OIT.

Au marché de Dantokpa nous avons rencontré le Directeur Général de SOGEMA (*Société de gestion des Marchés Autonomes*, l'organisation qui gère le marché). Il y a environ 48000 personnes qui peuvent contenir le marché en même temps, y compris:

- 18500 vendeurs chacun avec son étalage de vente;
- avec 3000 personnes approximativement qui assistent les vendeurs;
- avec 5000 clients approximativement circulant en même temps;
- avec à peu près 8000 autres marchands mobiles et grossistes.

Il y a dix Associations, et deux Syndicats (SYNAVAMAB et USYNVEPID).

La SOGEMA est entrain d'encourager une fédération pour toutes les Organisations du marché. Avec ceci, il serait plus aisé de travailler conjointement avec eux. La SOGEMA est entrain de discuter la construction d'une crèche et d'une banque au sein du marché pour les vendeurs du marché.

### **Burkina Faso**

**FESTRACOM** (*Fédération Syndicale de Travailleurs de Commerce*) à Pouytenga est un Syndicat de Commerce qui existe depuis 10 ans. La plupart des membres sont illettrés, et 70% de ces membres sont des femmes. L'Organisation a besoin de multiplier les demandes de négociation avec la Municipalité pour son développement.

Le Gouvernement de Burkina Faso a préparé une publication d'informations (*Guide pratique du Secteur Informel au Burkina Faso*) sur l'économie informelle pour le Sommet de l'Union Africain sur

L'Emploi, sommet qui était tenu à Ouagadougou en septembre 2004.

*Le Comité Syndical de Coordination du Secteur de l'Economie Informelle*, est un projet sur l'économie informelle, actuellement en cours avec l'OIT, présidé par Mamadou NAMA de l'USTB (*Union Syndicale des Travailleurs du Burkina*). Ils sont entrain de préparer la création d'une Fédération pour les Organisations dans l' économie informelle qui sont affiliées à des différentes Centrales Syndicales dans le Pays.

## **Niger**

Le **SNTIN** (*Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie du Niger*) a organisé les vendeurs d'eau purifiée en Association d'Eau Pure. Comme affiliée de SNTIN, cette Association a reçu l'assistance avec formation générale et celle des aptitudes. Deux priorités pour l'Association: la micro-finance pour les membres, et l'amélioration de l'expertise en marketing & distribution, et en import & export.

Au Niger il y a aussi le projet de l'OIT, coordonnant le processus de l'organisation des travailleurs dans l' économie informelle qui sont dans les quatre différentes Centrales Syndicales (USTN, UGTN, CDTN, et CNT). Il était convenu que les Centrales Nationales devraient commencer à s'impliquer dans le programme. Si le programme commun pourrait établir une Alliance ou Une Fédération pour les Organisations dans l'économie informelle, ce corps pourrait alors demander de s'affilier à d'Organisations internationales de leur choix.

## **Le Vendeur de rue Christian Venancio Huapaya tué par la Police Municipale**

**Lima, PERU:** La mort de Christian Venancio Huapaya, un jeune vendeur de rue de 22 ans tué, démontre que cet acte est le résultat de l'agressivité officiers de police municipale du district de San Isidro, le 5 janvier 2005. Cette tragédie a été dénoncée par l'Organisation des Vendeurs de rue de Péru et StreetNet International et ses affiliés.

Le policier s' est emparé de la marchandise que Huapaya était entrain de vendre sur l'Avenue Javier Prado, et lui a administré des coups et blessures. Le jeune homme s'est écroulé au sol, et par suite de suffocation, la mort s'en a suivi.

Les dix officiers de police municipaux qui ont perpétré sa mort expliqueront leur action à la Police Nationale. La Famille de Huapaya et les marchands ont demandé une explication à la Municipalité de San Isidro.

La raclée fatale de Huapaya est une expression de la brutalité par laquelle les vendeurs de rue et du marché sont traités au Péru et dans les différentes contrées du monde. Les autorités manquent de politique appropriée pour régler la vente de rue, quand bien même que les vendeurs de rue et de marché contribuent au développement et au bien-être des Citoyens. Bien plus, au Péru le chômage est en pleine croissance. C'est la pauvreté qui force les centaines de milliers de personnes à gagner leur vie comme vendeurs de rue.

Les parents de Huapaya, bien âgés mais qui sont aussi vendeurs de rue ont perdu un "gagneur de pain" comme Freddy contribuait bien dans les dépenses de la famille. La FEDEVAL a demandé au Gouvernement et à la Municipalité de porter ceux qui ont commis ce crime devant la justice et que la famille de Huapaya soit dédommagée pour cette perte subie. StreetNet soutient, l'appel de la FEDEVAL lancé au Gouvernement de Péru pour remplacer (changer) la politique qui reprime les vendeurs de rue et du marché.

La réglementation ne fait rien pour Huapaya duire le chômage et la pauvreté. Les nouvelles mesures qui doivent encourager les Organisations et la réglementation pour favoriser la libre-entreprise des vendeurs de rue et de marché sont d'urgence nécessaires.

Cette situation a causé les unions des commerçants des rues et des petits commerçants en general, y compris la FEDEVAL de cordonner et mettre en place des actions conjointes, ayant formé le conseil provincial de Lima pour l'organisation des vendeurs dans la rue, terrains vides et marches, avec pour objectif opérer en masse pour acheminer nos réclamations et propositions au president de la



République et autres institutions publiques et privées.

**Source:** Déclaration produite par: JULIO CESAR MONTOYA C. DNI 08546646 - Presidente de la Central de Comerciantes de Lima Norte (Ambulantes y Mercados) Y de Federacion Distral de Vendedores Ambulantes de SMP; GLORIA SOLORZANO ESPINOZA DNI 0902946 - Asociacion de Trab. Amb. 20 de Junio La Victoria, Y Presidenta Red Metropolitana de Mujeres Trabadoras Ambulantes y Mercados.

## **Avoir une Organisation! Les éboueurs sont en Marche**

**Par Chris Bonner, Organisation WIEGO et Représentants**

*"Je n'aime pas ça. C'est horrible, mais à 53ans qui me donnera un travail", demande Alberto Ayunta, un ancien peintre de Buenos Aires, comme il tamisait avec soin dans la poubelle, en face de l'escalier montant d' immeubles d'entrepôts. " Ceci n'est pas ma vie. Je suis OK maintenant, mais combien de temps cela va -t-il durer? Une année partant d'aujourd'hui, je pourrai m'en aller et qui se souviendra de moi? Personne".*

*"Je vois des petites filles qui travaillent depuis 5:00 du matin jusqu'à 11:00 ramassant du papier. A 2:00 de l'après-midi elles sortent encore jusqu' au soir. Elles passent la nuit triant du papier et elles passent chaque jour, toute la journée, travaillant de cette manière", Uma-ben Ramasseur de Papier et Président de la SEWA.*

Se reveiller très tôt pour travailler, inaperçu, ignorés ou évités parceque travaillant dans les poubelles, sur les ordures et dans les rues; comme ils poussent les chariots, portant leurs sacs de déchets recyclables au dos, les ramasseurs de déchets informels et les recycleurs marchent pour défendre leur travail.

Dans les pays en voie de développement, un grand nombres de femmes, d'hommes et d'enfants ramassent, et vendent de déchets collectes à partir des maisons, rues, usines, bureaux, dépôts, canaux et rivières dans le but de survivre. Ils jouent un rôle vital en assurant la propreté des Villes, en reduisant les coûts des matériaux bruts à travers le recyclage, et en améliorant l'environnement.

Malgré leur grand nombre, il est estimé que dans les cités des pays en voie de développement, 2% de la population survivent par le travail des poubelles - ils jouent un rôle capital, et ils sont généralement méconnus, évités comme retrogradés et sales, exploités par les intermédiaires et les escrocs. Ils travaillent dans des conditions terribles, souffrent de plusieurs maladies et sont en mauvaise santé. Beaucoup d'entr' eux sont tracassés par les autorités. Ils ne sont généralement pas sécurisés par leur travail ou ni sécurité sociale légale.

Dans plusieurs lieux, le ramassage d'ordures est un travail de femmes. Par exemple dans les Villes de Pune, de India, un programme de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a démontré qu'environ 92% des collecteurs de déchets sont de femmes dont l'âge varie entre 19 et 50 ans. La plupart appartiennent à la première génération d'immigrés.

### **Avoir une Organisation**

En devenant organisé, les ramasseurs de déchets peuvent augmenter considérable-ment leur revenu. Ils sont capables de négocier avec les municipalités, les gouver-nements et les hommes d'affaires privés pour les contrats de ramassage de déchets. Ils sont capables de passer outre les intermédiaires, qui paient un prix bas mais qui réalisent un grand profits en revendant à un prix très élevé.

En devenant organisé, ils peuvent être capables de gagner la reconnaissance, et améliorer leur image publique et personnelle. En devenant organisé, ils peuvent prendre avantage lorsqu' il y a un changement d'attitude par les autorités.

En Amérique Latine et en Asie, il y beaucoup d'exemples de ramasseurs de déchets qui sont organisés en Coopératives de ramasseurs de déchet, en Associations ou en Syndicats habituellement

au niveau local ou de la Ville.

En Colombie, la Cooperatva Recuperar a 1 000 éboueurs -membres, dont 60% d'entre eux sont femmes. Elles gagnent 1,5 fois le paiement minimum. Elles peuvent recevoir un prêt de la Coopérative pour les frais scolaires en vue de poursuivre leur études, et ont l'assurance couvrant la vie et les accidents. La Coopérative a signé un contrat avec la Ville de Guame pour ramasser, transporter et disposer de déchets solides. Aussi, elle fournit les services de nettoyage et de jardinage et offre du travail temporairement à ses membres pour location par les organisations publiques et privés.

En Argentine, la crise économique contraint beaucoup de gens à perdre le travail et à se mettre dans le ramassage d'immondices. A Buenos Aires on estime à 25 000 ramasseurs de cartons et à plus de 14 Coopératives de ramasseurs de cartons. L'une d'elle telle que la Cooperativa El Ceibo, fondée par les femmes, avec 102 membres dont la plupart sont des femmes. Ils ont signé un accord avec l'autorité de la ville pour ramasser les déchets recyclables qui ont été déposés par les habitants dans leur quartier résidentiel.

En Inde dans la Ville de Pune, le syndicat Kagad Kach Kashtakari (KKPK), a 5000 éboueurs, qui, récemment ont été désigné et autorisé comme agence à organiser la collecte quotidienne de poubelles, allant de porte à porte dans les quartiers résidentiels aussi bien que commerciaux, sur base de récupération au prix fixe.

Dans la Ville d'Ahmadabad en Inde, l'Association SEWA (pour les Travailleuses libérales) a organisé les ramasseuses en coopérative et a négocié des contrats de service de nettoyage et/ou de ramassage de déchet dans les locaux des Institutions publiques et privées. Elle fournit aussi les membres avec des outils pour ramasser les poubelles, les tabliers et les sacs et a négocié avec les municipalités pour l'attribution des cartes d'identité.

### **L'Expansion en dehors**

L'Organisation des ramasseurs de déchets commencent à s'étendre vers tout le monde.

En Inde, les Organisations d'éboueurs/organisations travaillant avec les éboueurs ont formé un Comité. Le rôle de ce Comité est de créer une présence nationale des ramasseurs d'immondices, et de récolter les ressources nécessaires pour organiser le soutien. Le cadre politique de ce travail en Inde a été récemment estimé plus favorable pour les éboueurs. Néanmoins, l'organisation reste un peu en arrière. Les municipalités sont de plus en plus entrain de privatiser le ramassage de porte à porte à travers les entrepreneurs, excluant ainsi les ramasseurs informels et montant rapidement une organisation d'urgence.

Devant la face internationale, l'Organisation WIEGO (Women in informal employment: Globalising and Organising ) a accepté de faciliter la formation d'un réseau international des ramasseurs d'immondices (WasteNet). Ce réseau travaillera avec les organisations-membres affiliées, telles que la SEWA et StreetNet qui organisent les travailleurs du secteur de l'économie informelle, les organisations de ramasseurs de déchet et les institutions académiques actives sur terrain.

Le processus est dans sa phase de planification mais il devra les impliquer:

- en rassemblant, se documentant, s'échangeant des informations sur les organisations membres des ramasseurs des déchets;
- en érigeant le profile de l'éboueur à travers les publications et les sites d'internet;
- en organisant et en coordonnant une Conférence Internationale des Organisations de ramasseurs de déchets et en collectant de fonds pour ceci.

Si vous avez des informations sur les Organisations des ramasseurs informels, partout à travers le Monde, alors s'il vous plait, contactez Chris Bonner, de WIEGO à travers StreetNet ou par [Chrisbon@absamail.co.za](mailto:Chrisbon@absamail.co.za)

### **Pour plus d'informations:**

Martin Medina, "Coopératives d'éboueurs dans les Pays en voie de développement" Texte présenté à

la Conférence de MBOP, Ahmdabad, Inde, janvier 2005.

KKPKP, "Le Cas des Organisations des Ramasseurs de Papiers en Inde", A Concept Note, 2005.

Marty Chen, Les ramasseurs de déchets parmi les membres de la SEWA 2005"  
[www.cnn.cm/2003/WORLD/03/26argentina.train.reut/](http://www.cnn.cm/2003/WORLD/03/26argentina.train.reut/)

## Le Forum Social Mondial 2005 et visite en Sao Paulo

Par Pat Horn, la cordinatrice de StreetNet

Une délégations de StreetNet a amené quelque visibilité et quelque représentation d'organisations des vendeurs de rue au cours du Forum Social mondial 2005 en Porto Allegro, Brésil, tenu du 26 au 31 Janvier, 2005. Plus de 120 000 personnes ont afflués la ville et des milliers d'organisations de communauté, des syndicats et des organisations non-gouvernementales, des groupes politiques et des groupes de vestibule anti-mondialisation se sont rassemblés.

La délégation de StreetNet fut composée de la Co-Coordnatrice de StreetNet, et deux représentants des organisations affiliées, Fundile Jalile (l'Alliance des vendeurs de rue de Cap de l'est d'Afrique du sud) et Albertina Simango (ASSOTSI, Mozambique).

StreetNet a organisé une discussion ouverte sur la situation des vendeurs de rue et les colporteurs du marché informels—tirant l'attention à la situation de colporteuses et de vendeuses et les opportunités de coopération avec les ouvriers municipaux et leur union par rapport aux gouvernements locaux” Les participants suivants ont contribué à l'événement:

- **Fundile Jalile** sur la situation de vendeurs de rue et les marchands ambulants au Cap del'est, en Afrique du sud, l'expérience de son organisation et ses négociations avec les municipalités de Umtata et Ville de buffalo;
- **Albertina Simango** sur la situation de vendeurs de rue et les vendeurs du marché informel en Mozambique, l'expérience de ASSOTSI et leurs négociations avec la municipalité de Maputo;
- **De Adenilton Mendes Brito** (SINTEIN) sur la situation de vendeurs de rue en Sao Paulo, l'expérience de SINTEIN leurs négociations avec la municipalité;
- **Jorge Yabkowski** (PSI) sur l'importance de centres syndicaux nationaux, y compris les unions de vendeurs de rue et d'autres ouvriers dans l'économie informelle, parmi les affiliées, et les possibilités de coopération entre les organisations des vendeurs de rue et les unions des travailleurs municipaux dans la négociation avec les municipalités.

Une série d'événements étaient organisés par la Confédération Internationale des syndicats libres (ICFTU) le Congrès mondial des Travailleurs (World Congress of labour, WCL), ETUC, Solidar, l'Alerte Sociale et le Forum Progressif Global qui a mis la lumière sur "La Dimension Sociale de globalisation".

Pat Horn a pris part dans une discussion ouverte dans cette série sur l'économie informelle, le 29 janvier, avec Lameck Kashiwa de Zambie, Plamel Dimitrov de Bulgarie, Abdelkhader Azrai de Maroc, Angélique Kipulu de la République Démocratique du Congo, Aminata Traore de Mali, et Leke Van Den Burg du Paliament européen.

### Visite en Sao Paulo

En Sao Paulo, sur le chemin du retour de Porto Alegre, la délégation de StreetNet est allée au siège social de CUT de Brasil, où nous avons été reçus par les membres de SINTEIN (Economia de na de Trabalhadores de dos de Sndicato informelle) et des départements Internationaux et Organisants de CUT de Brésil. SINTEIN nous a pris pour une tournée courte autour du secteur industriel informel des cuivres aux alentours de bureaux de CUT, avant que Jalile et Albertina n'aient quitté pour leur vol de retour à Umtata et à Maputo. Le lendemain, nous avons visité les emplacements suivants:

- le Marché Municipal Central (le bâtiment historique, construit en 1920 et inauguré en 1932) et le secteur commercial informel adjacent de District 25 Marco qui a approximativement 13 000 commerçants informels.

- Central Cathédral da se (où la Masse d'Ouvriers se rassemble chaque le 1 Mai) et le secteur commercial informel adjacent de District 15 Novembro.
- Le district commercial informel aux environs du terminus de Métro et de Bus de Jabaquara dans la Zone Sul (la zone du sud de Sao Paulo) voir des membres de SINTEIN.
- Le 3 février, un séminaire a été tenu au bureau de SINTEIN, aussi assisté par camarade Palma de Camarade de CUT) au sujet de StreetNet. La question d'affiliation à StreetNet était discutée et soutenue par la majorité de vote.

Le séminaire a aussi eu comme participants les représentants d'un autre syndicat indépendant de vendeurs de rue, SINPESP (Sindicato dos Permissionarios de Sao Paulo) avec lequel la CUT a établi quelques niveaux de coopération. SINPESP est un syndicat de vendeurs de rue qui possède le permis de travail, affilié à la Chambre de Commerce. Cependant, les permis de leurs membres sont précaires, et peuvent être saisis facilement. En pratique ils ne peuvent pas confiner leur travail, seulement aux vendeurs avec les permis de commerce. SINPESP participe dans la négociation de forums, en compagnie de SINTEIN et les autres unions et associations (telle que l'union de vendeurs infirmes et les associations des propriétaires des magasins) avec la municipalité de Sao Paulo, au niveau de district. Ceux-ci sont des forums réglementaires appelé commioes permantes de ambulantes (CPAs).

Nous avons visité aussi les bureaux de SINPESP dans le district de santana (zona norte) et dans le district de Santo Amaro (zona sul) et avons aussi visité les vendeurs de rue dans les quartiers environnants. Santa Amaro est une zone avec beaucoup de banditisme où les assassinats ont lieu à cause des conflits du terrain et d'influence.

Nous avons visité pendant le weekend les marchés dans le quartier japonais de Soa Paulo et Praca de Republica (Soa Paulo central). Les vendeurs doivent avoir des permis spéciaux pour mener des activités de travail dans ces marchés aussi.

Le lundi, le 07 février, nous sommes allés aux bureaux de SINTEIN pour compléter des formalités pour demande d'affiliation à StreetNet, et j'ai pu ramener leur demande d'affiliation à mon retour.

## **Atelier de planning stratégique de COSATU sur l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle**

### ***Par Pat Horn***

Le Congrès des Syndicats Sud Africains (COSATU) a résolu d'organiser les travailleurs sud africains oeuvrant dans l'économie informelle - suivant l'exemple des centres nationaux des syndicats du Ghana, de la Zambie, de Mozambique, de Tanzanie, du Sénégal, de Bénin, de Guinée, de Burkina Faso, du Niger et autres pays africains. Il y a aussi plusieurs centres nationaux en Amérique Latine, particulièrement dans les pays des Andes: Colombie, Ecuador, Péru, Venezuela, qui ont organisé les travailleurs dans l'économie informelle.

Un atelier de travail sur le planning stratégique national était tenu à Johannesburg du 10 au 11 février 2005. Les participants étaient des affiliés de COSATU et les structures régionales, aussi bien que les anciens membres de la SEWU (le Syndicat de la Self-Employed Women) et un représentant venu de Sikhula Sonke, un nouveau syndicat des travailleurs de l'agriculture saisonnière dans la Province de Cape West. StreetNet y a fournit un soutien technique.

Le secrétaire chargé d'organisation de COSATU a fait remarquer que seulement 40% de la force du travail sont organisés, mais l'économie informelle n'est pas allée loin. Les personnes qui travaillent dans l'économie informelle sont aussi des travailleurs. Les travailleurs oeuvrant dans l'économie informelle ont besoin d'organisation et de protection contre ceux qui prennent l'avantage sur leur vulnérabilité.

L'Organisation du Secrétariat de COSATU a épinglé les objectifs de l'Atelier de travail qui consistent à porter de l'avant les résolutions de COSATU sur l'organisation des travailleurs oeuvrant dans l'économie informelle.

Caroline Skinner, un chercheur de WIEGO venue de l'Ecole d'études de Développement de Durban a

présenté les statistiques récentes et la politique de déficit face à l'économie informelle en République Sud Africaine. La Coordonnatrice International de StreetNet a présenté une comptabilité de l'organisation du syndicat des travailleurs dans l'économie informelle autour de l'Afrique, Asie, et l'Amérique Latine.

Après un débat approfondi, tous se sont mis d'accord qu'il faut initier un projet avant l'établissement d'un nouveau syndicat pour l'organisation du secteur suivant des travailleurs de la libre-entreprise qui ne doit pas tomber sous pression de n'importe quels affiliés existant:

- les vendeurs de rue;
- les groupes de producteurs (y compris ceux qui sont basés à domicile), pour être organisé en coopératives.

Les membres du syndicat payeront une cotisation, qui devrait être collectée par ordre de débit/ ou versement directe. Là où c'est nécessaire, les membres seront assistés pour ouvrir un compte courant. Ce syndicat pourrait être un membre associé de COSATU, plus qu'un affilié, et moins qu'initialement prévu, pendant que les discussions se poursuivent au sujet de la meilleure voie à suivre par les syndicats informels pour s'adapter aux structures de COSATU.

Le genre de politiques de COSATU seront appliquées en addition, à la constitution du nouveau syndicat sera inclu un quota de 50% ou 60% pour le niveau de participation des femmes dans le leadership et les structures (en reconnaissance de 60% de composition de femmes dans ce secteur).

La négociation collective devrait prendre place à tous les niveaux (bilatéral, multilatéral, local, régional, national) et négociant avec différents partenaires, dépendant sur des questions à négocier. La créativité devrait être exercé en pilotant les nouvelles formes de négociation.

Les procédures de négociation devraient être développées en accord avec la bonne réglementation des principes démocratiques et de la comptabilité aux membres. La négociation collective devrait être basée sur les deux points suivant:

- les questions les législatives et politiques;
- les demandes basées sur les besoins articulés des membres.

Le syndicat s'engagera avec la Commission des Conditions de travail afin d'établir les droits minimum et standards pour ce secteur. Il était convenu qu'un coordonnateur national devrait se consacrer à l'exécution du projet - pour travailler avec les organisateurs autour du Pays. Un Comité de Direction et un Comité Technique étaient mis sur pied pour fournir des lignes des conduite et soutenir le Coordonnateur.

Les Campagnes suivantes comprendront le programme d'action:

- Campagne sur le droit d'opérer
- Campagne sur le droit à l'information et à l'éducation
- Campagne sur les banque et le crédit
- Campagne sur l'accès aux services gouvernementaux
- Campagne sur les Coopératives
- Campagne sur le lancement d'un nouveau syndicat (planifié pour juin 2006 )

L'un des participants à cet atelier a commenté ce qui suit: "Cet atelier nous a ouvert l'oeil. Il nous a montré que vous n'avez pas besoin de gaspiller beaucoup de temps, à faire des théories avant de commencer à travailler."

## **L'Alliance de l'Eastern cape (Cape de l'Est) sécurise le financement pour le plan de micro-crédit**

L'organisation membre de l'alliance du cap de l'Est, L'association des marchands ambulants Africains, a sécurisé l'octroi de 200 000R au près du gouvernement local de la municipalité du roi Sabata

Dalindyebo pour le plan de micro-crédit aux marchands ambulants de rue dans la ville.

Fundile Jalile, la présidente de l'association des marchands ambulants Africains, a dit que le financement a été promis depuis 2001 par la municipalité pour promouvoir le développement de la micro-entreprise mais il a été seulement reçu en Décembre 2004. Lors de la rencontre avec la municipalité, il était convenu que le critère pour les colporteurs octroyant le fond était que leurs frais de permit soient à jour, qu'ils étaient citoyens, souhaitant rembourser l'emprunt, capables de rembourser et membres de l'association des colporteurs Africains.

Un questionnaire rempli par les marchands a aidé pour établir l'éligibilité et la somme d'argent à être distribuée 100 marchands dans le district de Mthata et 84 de Mqanduli vont recevoir l'emprunt. Aux marchands d'habits il a été prévu R1000, R600 pour les approvisionneurs, et R400 pour les vendeurs des fruits. Jalile a dit qu'il n'y avait pas d'intérêt à payer et que ces emprunts devraient être remboursés à la municipalité en l'espace d'une période de 12 mois.

Jalile a dit que l'association des marchands ambulants compte demander à la Municipalité que le financement devienne un fond de crédit rotatif que l'organisation va administrer. Le plan micro-crédit va permettre aux marchands d'emprunter les fonds et augmenter leurs pouvoirs de créer les revenus et gagnants comme normalement ils payent des intérêts exorbitants sur les fonds qu'ils comptent emprunter avant qu'ils ne puissent acheter les produits qu'ils vendent pour leurs survies.

Dans un autre développement au cap de l'Est, Jalile avait reporté que les organisations des marchands dans les cites sous la municipalité de Buffalo, ont formé un comité représentant pour leur position de négociation avec les autorités du gouvernement local. L'association de Mdantsane, l'association des marchands de Gomper et l'association des marchands de Kingwilliamstown eurent des membres à East London, Bisho et Kingwilliamstown et avaient préféré parler comme étant un groupe unifié, au lieu d'avoir beaucoup de groupes séparés, représentant ainsi solidement les vendeurs de rue.

Jalile a dit qu'il a encouragé les organisations d'avoir un langage commun. Il n'y aura plus de règles séparées entre les marchands de Buffalo comme s'ils n'opéraient pas dans la même municipalité. La nouvelle structure, comité d'association des marchands informels de la cite de Buffalo, a élu les membres du bureau et va se réunir pour discuter les problèmes qui affectent les marchands qui sont la juridiction de la cité Buffalo. Jalile a dit qu'il a encouragé le comité et ses organisations membres de payer les frais leur taxés par l'autorité locale pour leurs activités parcequ'ils seront en position de demander services et infrastructure.

Les marchands ont le droit de demander les services essentiels tels que: l'eau, toilettes, hangars et autres services voulus leurs survies comme ils contribuent aux taxes révenues du gouvernement local.

**Source:** Rapport recueilli dans Umtata Herald (Le messager de Umtata), 10 Décembre 2004; par Fundile Jalile au Streetnet en Avril 2004; Rapport sur le financement socio-économique accordé aux marchands de KSD par la municipalité de KSD.